

Le budget—M. Maltais

Si vous en voulez un exemple, je vous engage à tourner à la page 42. Il y a plus d'erreurs . . .

Le président suppléant (M. Blaker): Je regrette de devoir interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Stevens: Il ne me faudrait qu'une minute pour résumer.

Le président suppléant (M. Blaker): La Chambre est-elle d'accord, à l'unanimité, pour laisser le député poursuivre?

Des voix: D'accord.

M. Stevens: Je vous sais gré, monsieur le Président, à vous et aux députés, de me laisser poursuivre encore un peu. J'ose croire qu'ils aiment entendre la vérité et c'est ce qu'ils vont entendre pendant quelques minutes encore.

Je reporte les députés à la page 45 de ce même régime fiscal. On dit que les dépenses prévues pour cette année s'élèveront en tout à \$100,100,000,000. Est-ce croyable? C'est presque 2 milliards par semaine que le ministre nous fait dépenser. Quand il est entré en fonction, elles étaient de 10 milliards pour toute l'année. Or, elles vont être dix fois plus élevées pour l'exercice fiscal de 1984. Mais cela ne l'empêche pas de nous dire que les dépenses globales pour 1984 seront de \$100,100,000,000. L'année prochaine, elles seront de \$105,900,000,000, et l'année suivante de \$112,700,000,000. Mais à en croire le ministre lorsqu'il a fait son exposé budgétaire, toutes ces données sont fausses. Qui a raison alors?

Enfin, monsieur le Président, si vous voulez relever d'autres erreurs que le ministre a faites, je vous recommande de lire la page 46. Elle en renferme pas mal. Bref, nous avons trouvé des douzaines d'erreurs dans les renseignements statistiques sur lesquels se fonde le budget.

Que le ministre ne sache pas ce qu'il fait, c'est grave; qu'il ajoute 200 millions de dollars à son budget et qu'il ne sache pas comment le dépenser, ce n'est pas guère mieux. Mais le pire, c'est que les gens d'en face ne savent pas dans quelle direction économique ils engagent le pays. Après avoir perdu des emplois, après avoir été lourdement taxés et après avoir payé les taux d'intérêt écrasants que nous connaissons depuis que le gouvernement est au pouvoir, les Canadiens devront encore une fois payer la note.

• (1700)

[Français]

M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui à la suite du discours sur le Budget qui a été présenté hier soir, parce que je pense que depuis longtemps, les Canadiens et les Canadiennes attendaient un budget qui soit véritablement organisé, centré sur la création d'emplois. De plus, provenant d'une région très éprouvée actuellement, la Côte-Nord, on vit quotidiennement non pas avec des statistiques, mais avec des gens. Tantôt, j'écoutais le député de York-Peel (M. Stevens) signaler des erreurs de statistiques dans les documents qui auraient été présentés. Il est toujours intéressant de faire de la sémantique ou encore un travail académique, mais ce qui est encore plus important, c'est de travailler avec les gens directement pour constater si les mesures qui sont apportées reflètent réellement une solution au problème observé, c'est-à-dire le chômage.

Je voudrais d'autant plus féliciter le ministre des Finances (M. Lalonde), monsieur le Président, qu'il a tenu compte exactement de ce que la population lui disait depuis six ou sept mois. Il a consulté tout le monde, il est allé visiter toutes les couches de la société, les gens organisés comme les gens non organisés, pour s'assurer que l'on puisse dans le cadre d'un budget répondre réellement aux attentes des gens. Il est bien évident qu'il était impossible de répondre aux attentes de tout le monde au même degré, mais si l'on écoute aujourd'hui ce qui se dit un peu partout dans le pays, d'une part, les gens disent: Il a touché du doigt le problème et, d'autre part, il a pris les bonnes mesures pour solutionner ce problème-là.

Qu'est-ce que le ministre des Finances a réellement présenté, monsieur le Président? Il a présenté deux choses. Premièrement, il a présenté des mesures qui représentent 2.4 milliards de dollars pour la création directe d'emplois, et deuxièmement, il a présenté 2.4 milliards de dollars pour l'entreprise privée, afin de stimuler l'économie. Voilà ce que le ministre des Finances a fait hier soir. Il est bien sûr qu'on pourrait parler de déficit, dire qu'on aurait pu agir différemment, mais lorsque le ministre des Finances a identifié ces deux pôles de travail, il a dit au sujet de la création directe d'emplois, monsieur le Président, relativement aux dépenses publiques, que nous allions aller vers des infrastructures, vers des équipements publics qui serviront les prochaines générations. Voilà l'investissement qui permet d'être productif et il est important de comprendre cela du côté de l'opposition. C'est facile de dire: On va dépenser de l'argent pour dépenser de l'argent, mais ce que le ministre des Finances a bien dit, et on peut le lire dans son Budget, c'est que ce sont des travaux qui étaient prévus pour les 10, 15 ou 20 prochaines années, et on les a ramenés à cette année pour les réaliser immédiatement, pour procurer du travail aux gens.

Une voix: Et les dettes!

M. Maltais: Et j'entends le député de l'opposition signaler à la Chambre: Et les dettes! Qu'on se souvienne du «New Deal» aux États-Unis! Après la grande Dépression, qu'ont-ils fait aux États-Unis? Ils ont appliqué exactement une politique semblable, savoir dépenser immédiatement des fonds publics pour des équipements publics qui serviraient durant plusieurs années. Cela est important!

Je pourrais en parler en étant d'autant plus à l'aise, monsieur le Président, comme je le disais tantôt, que je vis dans une région éprouvée, à cause de la conjoncture économique, non pas à cause du président de l'Iron Ore, non pas à cause du gouvernement actuel, à cause d'une conjoncture générale de minerai de fer sur les marchés mondiaux. Cependant, on attend avec impatience un projet capital pour développer et diversifier la région, et il s'agit d'un projet du Conseil des Ports nationaux. Espérons qu'il est contenu dans les 100 projets que le ministre doit annoncer au cours des prochaines semaines. Mais n'eût été de la perspicacité du gouvernement et du ministre des Finances, n'eût été du concours du gouvernement, est-ce que les gens de chez nous, qui sont sans espoir, seraient disposés à accepter des propositions de l'opposition qui dit finalement que cela n'est pas la bonne mesure? Depuis un an je parcours ma région, depuis les diverses mises à pied affectées dans ma circonscription, pour savoir ce que les gens veulent. Et on en a parlé à maintes reprises au ministre des Finances. Et hier soir, je dois dire que je me retrouvais dans ce discours du budget, et qu'aujourd'hui on a reçu des appels téléphoniques